

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 21 mars 2016

9 mars, 17 mars, 24 mars, 31 mars...

Printemps 2016, ce n'est qu'un début !

La manifestation contre la loi Travail de jeudi dernier 17 mars, à l'appel de la jeunesse, a été un succès : les étudiants et lycéens, rejoints par bien des salariés, ont donné une suite à la première journée du 9 mars et posé des jalons pour continuer le 24, puis le 31 mars. Les rafistolages du gouvernement apportés à la loi El Khomri n'ont pas désamorcé la colère, car l'essentiel demeure. Il y a tout d'abord la colère à l'encontre de ce gouvernement qui se prétendait 'de gauche' mais s'est empressé d'aller au-devant de tous les désirs du patronat. Comme dit un slogan imaginé par les jeunes, « **Rose promise, chômdu** ». Résultat : « **ça sent le Gattaz, ça va péter** », scandaient-ils dans les manifestations. Souhaitons-le !

Pour les salariés, que les étudiants ont ici et là commencé à contacter, il est vital de continuer à se mobiliser contre cette loi qui attaque fondamentalement le CDI, en facilitant les licenciements dits économiques. Le comble du cynisme consiste à vouloir nous faire avaler qu'il faut faciliter les licenciements pour créer des emplois. Comme si les licenciements, fermetures de sites, suppressions massives de postes ces dernières années dans l'automobile comme dans la plupart des grands groupes n'attestaient pas le contraire. Les patrons licencient pour mieux exploiter ceux qui restent.

La baisse de la rémunération des heures supplémentaires leur offre, de ce point de vue, un

boulevard. Un avenir dont les jeunes qui se mobilisent n'ont aucune envie : « **Papa, maman, c'est quoi un CDI ?** », pouvait-on aussi lire sur leurs banderoles. Ce n'est certainement pas la prétendue « garantie jeunes » qui y changera quelque chose, en offrant ainsi de la main-d'œuvre gratuite au patronat.

Alors jeudi prochain 24 mars, jour de présentation du projet de loi en Conseil des ministres, rejoignons les jeunes.

**Puis le 31 mars, tous ensemble en grève
et dans la rue pour exiger le retrait pur et
simple de la loi Travail !**

Union européenne - Turquie : le deal de la honte

Suite à l'accord conclu vendredi dernier à Bruxelles avec le gouvernement turc, la plupart des migrants débarquant sur les îles grecques seront renvoyés vers la Turquie. L'Europe des barbelés se débarrasse ainsi d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuient des zones de guerre et de misère.

Pour Hollande, Merkel et consorts, peu importe que le gouvernement de la Turquie prenne toujours plus des allures de dictature, où les villes kurdes sont détruites au mortier par l'armée, les journalistes et opposants emprisonnés.

En échange de quelques milliards offerts à Erdogan, ils demandent à la Turquie de se transformer en gigantesque camp de concentration pour migrants, et d'y jouer les matons aux frontières de l'Europe, comme ils l'avaient déjà fait avec la Libye de Kadhafi.

Alors que près de trois millions de réfugiés syriens survivent en Turquie, un million dans le petit Liban, l'Union européenne de 500 millions d'habitants promet de n'en accueillir à l'avenir que 72 000, triés sur le volet. Les autres, après avoir risqué leur vie sur une

embarcation de fortune, seront expulsés en Turquie, qualifiée par les dirigeants européens de 'pays sûr'...

Des dizaines de milliards sont ainsi consacrés à fermer les frontières, à payer des polices privées et des navires militaires faisant la chasse aux bateaux pneumatiques... tout en transformant la Méditerranée en cimetière.

Pour faire la chasse aux passeurs ? Bien sûr que non. Il suffirait d'ouvrir les frontières, de consacrer les mêmes milliards à l'accueil de ceux qui fuient les dictatures et la barbarie, pour qu'il ne soit plus question de passeurs. Honte aux chefs d'État qui, par simple lâcheté face aux démagogues d'extrême droite, instaurent un nouvel apartheid en interdisant l'entrée aux réfugiés.

Versez au drapeau rouge

Ce matin, vos diffuseurs sont présents aux portes du site avec leurs drapeaux rouges pour recueillir votre soutien à la parution de **L'Étincelle**. Si vous avez manqué ce rendez-vous vous avez une deuxième chance de verser, puisque les diffuseurs seront de nouveau présents cet après-midi !

Bientôt les cloches ?

Non contente de faire contrôler par le service gardiennage la présence des badges autour de nos cous à l'entrée du centre, la direction vient maintenant nous pister à l'intérieur des bâtiments. Ateliers, bureaux, couloirs... nous sommes pourchassés pour porter le fameux pendentif visible. La direction a-t-elle peur qu'on s'égare à l'intérieur du site ? Elle ne va quand même pas nous mettre des cloches !

Peau de chagrin

La DRD a publié la semaine dernière la liste des métiers en tension qu'elle a décrété en novembre 2015. Les salariés occupant les fonctions listées sont exclus des mesures DAEC. Au fil des ans, les cures d'amaigrissement s'enchaînent et les libellés de postes se précisent. La direction ne s'embarrasse plus de distinguer les métiers sensibles et à l'équilibre. Elle n'a plus qu'à raboter ces listes pour programmer à sa guise de nouvelles suppressions d'emploi.

Le bon cheval

L'arnaque consiste à prétendre que cette liste doit inspirer les candidats à la mobilité interne. Il s'agirait de « métiers porteurs ». Mais entre les projets d'externalisation qui touchent y compris ces métiers en tension et le fait que cette liste peut être rabotée sans autre forme de procès : assurer son avenir chez PSA tient du PMU. Il nous faut choisir le bon cheval à condition qu'il soit donné partant et ne change pas subitement de propriétaires.

On appréciera également le fait qu'un métier peut être porteur ou pas selon le site DRD où il est situé. Derrière la prétention de gérer nos compétences il y a la réalité de gérer les effectifs.

Le spam continue

Dans le plus pur style du spam commercial, espérant dénicher de nouveaux dossiers DAEC, tous les salariés du CTLG reçoivent indistinctement les sollicitations au DAEC : ateliers CV, offres d'emploi et animations en tous genres. La bagatelle d'une dizaine de mails par mois. Le chemin vers la porte de sortie est le mieux balisé du CTLG.

Chantage à PSA Rennes

À PSA Rennes, la direction veut imposer le blocage des salaires pendant 3 ans, la suppression de la prime de rentrée, de la prime d'équipe, de la totalité ou partie des congés d'ancienneté et d'annualisation... Sinon : pas de nouveau véhicule en 2019 ! Voilà le type de chantages répugnants « à la Smart » que la loi Travail voudrait graver dans le marbre, au service de PSA et des autres profiteurs.

Carlos G. ou T. : même combat contre l'emploi

PSA veut lancer un nouveau Nouveau Contrat Social, l'accord de Compétitivité maison, dès 2016. Renault aussi. Après 2,9 milliards de profits et 5 000 emplois détruits depuis 2013, la direction de Renault jubile et son PDG Carlos Ghosn affirme : « J'ai déjà pris contact personnellement avec l'ensemble des leaders syndicaux (...) en disant : nous avons la ferme intention de recommencer ». Jusqu'à 2019 au moins, pour détruire encore quelques milliers d'emplois. C'est ce qui nous attend à PSA, après pourtant 17 000 emplois supprimés en 4 ans.

À PSA comme à Renault, stopper Carlos est une mesure de salut public.

Une justice trop polie pour être honnête

Après avoir passé 19 heures en garde à vue, un syndicaliste CGT, retraité de chez PSA, a été condamné à 250 € d'amende et 500 € avec sursis. Lors d'une manifestation organisée suite à la visite du Premier ministre à Mulhouse, il lui aurait dit « Valls je t'emmerde » !

On frémit à la peine que la « justice » lui aurait infligé s'il avait osé dire « Casse-toi pauvre con » !

Tous ensemble, oui.

À la manifestation contre la « loi travail » du 9 mars, nous étions un beau cortège de travailleurs de PSA, venus de PSA Poissy, Saint Ouen et des centres techniques. Le 17 mars, une délégation de PSA était aux côtés des milliers d'étudiants et lycéens qui manifestaient contre cette attaque à nos droits, qui leur prépare un avenir de galère. On remet ça le jeudi 24.

Et l'échéance à ne pas manquer, où il nous faudra tous nous mobiliser, sera la manifestation du 31 mars. Jour de grève dans tous les secteurs, métallurgie, cheminots, hôpitaux... Pour faire de cette journée le point de départ de ce « tous ensemble » nécessaire à faire définitivement ravalé au gouvernement et au patronat son projet.

Ça inspire TOTALement confiance

Michel Aubier est pneumologue-allergologue dans un hôpital parisien. À ce titre il est aussi membre de l'Académie de médecine, auditionné par le Sénat et expert pour plateau-télé. C'est d'ailleurs sur un plateau de France 5 qu'il a fortement minimisé début mars les conséquences de la pollution automobile en particulier celle due au diesel, à l'encontre de toutes les études internationales dont celles de l'OMS.

Sur son CV long comme le bras il omet une petite chose : il est médecin conseil – et salarié – chez Total depuis la fin des années 1990 et membre de la fondation Total depuis le début des années 2000...